

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

TRENTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

QUATRIÈME SESSION

Projet de loi n° 73

**Loi modifiant la Loi sur l'établissement par Sidbec
d'un complexe sidérurgique intégré**

Première lecture

Deuxième lecture

Troisième lecture

PRÉSENTÉ

Par M. YVES DUHAIME

Ministre de l'industrie, du commerce et du tourisme

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1 9 7 9

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi a pour objet d'augmenter le capital-actions autorisé de Sidbec de 300 000 000 \$ et d'autoriser le ministre des finances à payer à Sidbec 150 000 000 \$ pour l'acquittement complet de quinze millions d'actions à dividende différé.

Il a également pour objet de redéfinir l'objet de Sidbec comme étant celui de poursuivre l'exploitation d'un complexe sidérurgique, seule ou avec des partenaires, dans le but d'assurer, dans des conditions de rentabilité, la consolidation et l'expansion de ses opérations, tout en permettant le développement d'entreprises industrielles consommatrices d'acier au Québec.

Il a de plus pour objet d'imposer à la compagnie l'obligation de faire approuver par le gouvernement son plan de développement.

Il autorise enfin le ministre désigné par le gouvernement à émettre des directives portant sur les objectifs et l'orientation de la compagnie dans l'exécution des fonctions qui lui sont confiées par la loi.

Art. 1. La modification proposée a pour objet de remplacer le titre de la loi modifiée.

Art. 2. L'article 1 de la loi se lit actuellement comme suit:

«1. Le capital-actions autorisé de Sidbec, corporation constituée par lettres patentes délivrées le 18 novembre 1964 en vertu de la partie I de la Loi sur les compagnies, ci-après appelée «la compagnie», est de 830 000 000 de dollars. Il est divisé en 41 500 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de dix dollars chacune et en 41 500 000 actions à dividende différé d'une valeur nominale de dix dollars chacune.»

Art. 3 et 4. Ces dispositions sont de droit nouveau.

Projet de loi n° 73

Loi modifiant la Loi sur l'établissement par Sidbec d'un complexe sidérurgique intégré

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. Le titre de la Loi sur l'établissement par Sidbec d'un complexe sidérurgique intégré (L.R.Q., c. E-14) est remplacé par le suivant:

«Loi sur l'établissement par Sidbec d'un complexe sidérurgique».

[[2. L'article 1 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**1.** Le capital-actions autorisé de Sidbec, corporation constituée par lettres patentes délivrées le 18 novembre 1964 en vertu de la partie I de la Loi sur les compagnies, ci-après appelée «la compagnie», est de 1 130 000 000 \$. Il est divisé en 56 500 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de dix dollars chacune et en 56 500 000 actions à dividende différé d'une valeur nominale de dix dollars chacune.»]]

[[3. Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 5, du suivant:

«**5.1** Quinze millions d'actions à dividende différé additionnelles sont attribuées à Sa Majesté du chef de la Province au prix de 150 000 000 \$.»]]

[[4. Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 8, du suivant:

«**8.1** En paiement du prix pour les actions attribuées en vertu de l'article 5.1, le ministre des finances est autorisé à payer

Art. 5. *La modification proposée est de concordance avec l'article 3 du projet de loi.*

Art. 6. *Cette disposition est de droit nouveau.*

à Sidbec, sur le fonds consolidé du revenu, une somme de 150 000 000 \$ pour 15 000 000 d'actions entièrement acquittées de son capital social pour lesquelles la compagnie lui remettra des certificats en retour de ces paiements.

Ce paiement peut être fait en un ou plusieurs versements.»}}

5. L'article 9 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**9.** Les articles 66 à 70 de la Loi sur les compagnies ne s'appliquent pas à la compagnie à l'égard des actions visées aux articles 3, 4, 5 et 5.1.»

6. Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 9, des suivants:

«**9.1** La compagnie a pour objet de poursuivre l'exploitation d'un complexe sidérurgique, seule ou avec des partenaires, dans le but d'assurer, dans des conditions de rentabilité, la consolidation et l'expansion de ses opérations, tout en permettant le développement d'entreprises industrielles consommatrices d'acier au Québec.

«**9.2** La compagnie doit faire approuver par le gouvernement son plan de développement.

Le gouvernement détermine la forme et la teneur du plan de développement ainsi que l'époque à laquelle celui-ci doit être présenté.

«**9.3** Le ministre désigné conformément à l'article 11 peut émettre des directives portant sur les objectifs et l'orientation de la compagnie dans l'exécution des fonctions qui lui sont confiées par la loi.

Ces directives doivent être soumises au gouvernement pour approbation. Si elles sont ainsi approuvées, elles lient la compagnie qui est tenue de s'y conformer.

Une directive émise en vertu du présent article doit être déposée devant l'Assemblée nationale, dans les quinze jours de son approbation par le gouvernement. Si la directive est émise alors que l'Assemblée nationale ne siège pas, la directive doit être déposée devant elle dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux, selon le cas.

Les tiers ne sont pas tenus de voir à l'application du présent article qui ne peut être invoqué par eux ou contre eux.»

Art. 7. L'article 12 de la loi se lit actuellement comme suit:

«12. Les administrateurs ne peuvent sans l'approbation des actionnaires exprimée par résolution adoptée par le vote de la majorité en valeur des actions représentées par les actionnaires présents à une assemblée générale dûment convoquée à cette fin:

- a) attribuer des actions du fonds social de la compagnie;
- b) déclarer ou payer des dividendes sur les actions de la compagnie;
- c) procéder, en vue de l'établissement d'un complexe sidérurgique intégré, à l'achat ou à la construction d'usines ou à l'acquisition d'actions d'autres compagnies, sauf cependant dans la mesure où telle résolution y pourvoit.»

Art. 8. La modification proposée est de concordance avec les articles 1 et 7 du projet de loi.

7. L'article 12 de ladite loi est modifié par le remplacement du paragraphe c par le suivant:

«c) procéder, en vue de l'établissement d'un complexe sidérurgique, à l'achat ou à la construction d'usines ou à l'acquisition d'actions d'autres compagnies, sauf cependant dans la mesure où telle résolution y pourvoit.»

8. Le préambule de la Loi concernant l'établissement par Sidbec d'un complexe sidérurgique intégré (1968, c. 77) est abrogé.

9. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.